

## François Perroux, un économiste systémicien

Gérard Donnadiu

Ancien Professeur à l'IAE de Paris, Secrétaire général de l'AFSCET

[gerard.donnadiu@wanadoo.fr](mailto:gerard.donnadiu@wanadoo.fr)

**Résumé :** Dans son œuvre d'économiste non conformiste en contestation des théories dominantes, aussi bien le libéralisme que le marxisme, François Perroux a souvent croisé la pensée systémique. Ainsi participa-t-il en 1976 à la rédaction d'un ouvrage collectif de recherches interdisciplinaires *Structure et dynamique des systèmes* où s'exprimait clairement le courant systémique qu'une partie de la communauté scientifique de langue française venait de découvrir aux Etats-Unis.

En parcourant quelques moments importants de l'œuvre de François Perroux, l'objet de cette communication est de montrer le rôle de précurseur et de diffuseur de l'approche systémique joué par ce grand économiste dans le domaine qui était le sien.

**Abstract :** Throughout all of his economic works and writings, François Perroux, the non-conforming economist, proposed a way of thinking different from the main theories of liberalism and marxism often using the systemic model. Therefore, in 1976 he contributed to the writing of a collective research book *Structure and dynamics of systems* where he clearly explained the systemic theory which had been recently discovered in the USA by the french scientific community.

After reading some of Perroux's most important works, one realizes that he played an important role in the development of the systemic theory in the science of economy.

Au cours des années 1960 / 1970, l'intelligence libre qui entendait se mettre à l'étude de l'économie hors des idées reçues et des sentiers balisés ne pouvait manquer de rencontrer sur son chemin l'œuvre immense de François Perroux. Il faut dire que les théories explicatives alors proposées par les tenants des idéologies dominantes n'étaient guère de nature à satisfaire un esprit épris de vérité (le sont-elles davantage aujourd'hui ? Il est permis d'en douter !). Le discours libéral tenu par les dirigeants d'entreprise et les responsables patronaux s'avérait terriblement réducteur dans sa simplicité. Erigeant en "loi naturelle" le marché et la concurrence, il voulait à toute force faire entrer dans ce lit de Procuste l'ensemble des réalités économiques, y compris les plus manifestement rebelles. Mais le discours marxiste, alors dominant dans l'intelligentsia, n'était pas davantage satisfaisant. Enlisé dans la répétition de ses dogmes et de ses routines, il persistait à vouloir ramener la complexité de l'aventure humaine aux schémas étriqués de la lutte des classes et du développement des moyens de production. De plus, son manichéisme restait tributaire d'une idéologie du ressentiment qui le rendait suspect.

C'est ainsi que de jeunes intellectuels dont j'étais firent leur miel de la pensée libératrice de François Perroux, notamment au travers de la lecture d'ouvrages tels que *Pouvoir et Economie, L'économie du 20<sup>ème</sup> siècle, Masse et classe, Economie et société*, etc. Bien plus tard, je pris conscience à quel point cette pensée était spontanément orientée par une vision systémique. C'est ce que je souhaiterais montrer dans cette communication en forme d'hommage à l'illustre économiste, moyen pour moi d'acquitter une part de l'immense dette intellectuelle que je lui dois.

### 1 – L'économiste de la transdisciplinarité

Par sa volonté de prendre en compte les apports de toutes les autres sciences, François Perroux illustre remarquablement l'heureuse expression d'Edgar Morin selon laquelle "*la circulation clandestine des concepts permet aux disciplines de se désasphyxier*". Le brassage entre disciplines différentes favorise en effet le recours à l'analogie et vient féconder l'imagination du chercheur. Toute l'œuvre de Perroux peut se lire comme une tentative de

transférer à l'économie des concepts venus de la sociologie, de la géo-politique, de l'anthropologie, de l'éthologie, voire de la physique.

Au début des années 1970, professeur au Collège de France, il crée avec Gilbert Gadoffre et André Lichnerowicz, dans le cadre de cette illustre institution et de l'ISMEA (Institut des Sciences Mathématiques et Economiques Appliquées) dont il est alors le président, un groupe de travail interdisciplinaire. Ce groupe dont il assure l'animation avec une bienveillante autorité et que d'aucuns qualifiaient de thé des économistes non conformistes (car il se réunissait à 17h), s'efforçait d'explorer, dans la liberté de pensée la plus totale des approches économiques nouvelles, différentes des thèses cent fois ressassées de l'économie libérale et de la doctrine marxiste. Il arrivait que l'on y rencontrât quelques grands noms ou futurs grands noms de l'économie – anglo-saxons, canadiens, latino-américains – de passage à Paris. Mais les non-économistes (mathématiciens, biologistes, physiciens, etc.) étaient également nombreux. C'est ainsi que j'y vis certaines fois les physiciens Prigogine et Kastler et le mathématicien René Thom. C'est d'ailleurs lors d'une de ces séances que j'entendis pour la première fois Jean-Louis Le Moigne dont l'œuvre restait à publier et qui devait devenir l'un des principaux théoriciens de la pensée systémique.

Au cours de sa vie, François Perroux aura d'abord transgressé les modèles de pensée dominants en économie, le libéralisme et le marxisme, idolâtrés par les moutons de Panurge de chaque camp. On connaît sa critique des économistes néo-libéraux; elle est devenue banale. Refus d'un système désincarné, l'ordre marchand, dérivé d'une vision mécaniste héritée du 19<sup>ème</sup> siècle (l'équilibre de Walras-Pareto) et dans lequel l'homme n'est qu'un "point matériel" totalement déterminé par des forces extérieures. On connaît moins sa critique pénétrante du marxisme auquel il reproche un déterminisme au moins aussi grand. Finalités et valeurs y sont perçues comme le simple produit de l'évolution des forces productives sans qu'à aucun moment soit reconnu le rôle décisif de la liberté de l'être humain. Et ce déni a ouvert la porte à l'Etat totalitaire et au Goulag.

Mais au-delà de la critique, indispensable car libératrice, du schéma libéral comme du schéma marxiste, François Perroux fut aussi un étonnant bâtisseur. Il a exploré toutes les "marges" pour élaborer les nouveaux outils méthodologiques (y compris sur le plan mathématique) susceptibles de donner un fondement scientifique à une économie "*de l'homme, de tous les hommes, de tout l'homme*". Cela explique cette volonté acharnée de trans-disciplinarité qui accompagne toute son œuvre et lui donne une facture systémique avant même que cette démarche ne soit connue. Prenant à bras le corps la complexité du réel, il a su construire, par touches successives au cours d'un demi-siècle de recherche, une révision de la théorie générale de l'équilibre économique intégrant "*l'unité active*", c'est à dire la capacité des acteurs élémentaires (individus, entreprises, associations, etc.) à créer et modifier leur propre milieu par l'innovation technique, organisationnelle, économique ou sociétale. La vision ainsi dégagée est bien différente des visions libérale ou marxiste. Echange inégal mais néanmoins bénéfique pour les acteurs en présence, effets de domination mais aussi d'entraînement, firmes motrices transnationales et rôle des Etats,... bref, nous sommes désormais dans le grouillement de la vie, plus du tout dans la froide horlogerie du marché ou la dramaturgie de la lutte des classes.

Dans sa réflexion sur "*l'unité active*", le rôle économique original joué par l'entreprise n'a pas échappé à François Perroux. Bien avant que le thème ne vienne à la mode, il a mis en évidence, dans la foulée des écrits de Schumpeter, l'importance de l'innovation et la place essentielle de la fonction d'entrepreneur. Véritable catalyseur d'innovation organisationnelle et économique, l'entrepreneur a un comportement qui relève d'autres considérations que de celles du seul marché, même s'il doit bien entendu assumer celles-ci comme autant de contraintes. En ces temps où l'accent est mis à l'excès sur le rôle de la finance, on ferait bien

de se souvenir de l'action décisive des entrepreneurs dans tout véritable process de développement.

## 2 – La relation économique, nœud de complexité

Alors que l'ambition de la science classique, dans la ligne du rationalisme cartésien, a toujours été de ramener le complexe au simple, François Perroux va montrer qu'au cœur de la relation économique la plus simple, celle de l'échange marchand, se trouve déjà une complexité de soi irréductible à toute causalité linéaire. Rappelons comment se posait le problème au moment où François Perroux va s'en emparer.

Les interprétations de l'équilibre social et économique depuis le 18<sup>ème</sup> siècle pouvaient être schématiquement classées entre harmoniques et conflictuelles. Dans le premier groupe, il faut faire figurer le libéralisme, lequel croit voir une harmonie naturelle et préétablie (*la main invisible*) dans les équilibres du marché. Dans le second, il faut incontestablement ranger le marxisme pour lequel il ne peut y avoir entre prolétaires et possédants qu'un combat sans merci se terminant par l'écrasement des exploités, la lutte des classes étant le moteur de l'histoire.

C'est ainsi que dans les années 1970 se posait le plus souvent les termes du choix. Et aujourd'hui encore, notre logique occidentale pétrie par Aristote et Descartes, a du mal à imaginer que la relation entre groupes sociaux puisse être autre chose que des rapports d'harmonie ou de lutte. L'un ou l'autre, mais pas l'un et l'autre. Et chacun, suivant son tempérament et son histoire personnelle se déterminera en faveur de l'une de ces deux positions extrêmes. On rencontrera ainsi des apôtres de la coopération sociale, à l'angélisme un peu naïf lorsqu'il n'est pas intolérant, du type "*chacun son métier et les vaches seront bien gardées*". On trouvera également toute une variété de zélés du conflit, certains ayant sacralisé à l'égal d'une divinité la lutte des classes. Dans l'entreprise, disons pour simplifier que les dirigeants sont plutôt porteurs de la première attitude et les syndicats contestataires de la seconde. Et pourtant, malgré sa logique imperturbable, cette alternative est-elle fatale ?

La science moderne reconnaît depuis longtemps que deux explications apparemment antinomiques d'un même phénomène ne sont bien souvent que les aspects complémentaires d'une même réalité. On connaît l'histoire célèbre de la théorie de la lumière : d'abord corpuscules avec Newton, puis ondes avec Fresnel, à nouveau corpuscules avec la découverte de l'effet photo-électrique mais en mettant tous les physiciens dans l'embarras car on ne pouvait concevoir un phénomène qui soit, suivant le cas, ondes ou corpuscules. Il fallut le génie de Louis de Broglie pour réconcilier ces deux aspects grâce au concept fécond de mécanique ondulatoire. Depuis, la physique théorique a eu l'occasion d'utiliser en bien d'autres domaines ce principe de dualité.

Dans l'ordre des sciences humaines et notamment de la psychologie, la situation est comparable. Quoi de plus contradictoire à l'amour que la haine ? Ou l'on aime quelqu'un ou on le hait ; à moins qu'il ne vous soit indifférent, ce qui est bien autre chose qu'une position médiane entre l'amour et la haine mais plutôt l'absence des deux. Telle est la logique cartésienne ! Mais que l'amour et la haine se portent successivement et même simultanément sur un objet, voilà qui surprend notre logique. Et cependant, cela fait partie de l'expérience la plus commune des passions humaines. Les psychanalystes ont même créé un mot pour désigner cette combinaison étonnante : celui d'*ambivalence*. A vrai dire, les romanciers et les dramaturges n'avaient pas attendu les géniales intuitions de Sigmund Freud pour décrire de telles situations.

Si le principe de dualité s'applique à des domaines aussi divers que la physique et la psychologie, on voit mal pourquoi il serait étranger à l'économie. Et pourtant, ce n'est que

tardivement et grâce à François Perroux<sup>1</sup> qu'on va le rencontrer pour la première fois. François Perroux écrit : "*La relation sociale entre des agents pour la disposition de choses comptabilisables, ne peut être un conflit pur, parce que les destructions qui en résultent diminuent la disponibilité de ces choses. Elle ne peut être une coopération pure, parce que les agents sont individués...et ne peuvent abdiquer tout à fait les intérêts égocentriques.*" Et il ajoute, portant un diagnostic socio-historique de grande portée dont l'évidence a encore du mal à s'imposer dans la société française : "*Dans une société humaine, l'expérience, le learning des conséquences de la destruction pure (le conflit) ou de la renonciation pure (la coopération), y font renoncer communément...Il faut dire qu'elles impliquent un coût ou un rendement en termes psychiques, en termes réels, et en termes de monnaie...qui dans l'optique même du coût et du rendement, conduit à une pondération de l'attitude de lutte et de l'attitude de coopération. Cela exclut, évidemment, le recours prolongé et sans réserve, tant au contrat sans combat, qu'au combat sans contrat.*" Ainsi, selon François Perroux, la relation économique, bien loin de se réduire à l'échange interchangeable du marché, se présente toujours sous la forme mixte d'un transfert de biens matériels et d'une relation de pouvoir à base d'une combinaison de lutte et de coopération. François Perroux propose d'appeler cette relation Janus le **conflit/coopération**, créant ainsi un terme nouveau pour désigner un concept à la fécondité comparable à ce que fut celui d'onde/corpuscule pour la physique théorique.

Cette nouvelle approche procure un fondement scientifique d'une grande rigueur pour appréhender le rôle complexe de la relation sociale dans la vie économique et en particulier dans l'entreprise. Tous ceux qui comme moi ont eu l'occasion d'étudier les processus de négociation au sein de la vie professionnelle, l'évolution des relations sociales et l'histoire du mouvement syndical, peuvent témoigner de la fécondité apportée à leurs analyses par cette référence au conflit/coopération.

### 3 – Une théorie économique ouverte sur l'environnement global

Contre l'économisme, cette conception réductrice de l'économie qui prétend ramener celle-ci à une froide machinerie mathématique formalisable par un jeu d'équations et fermée de plus sur elle-même, François Perroux va introduire la nécessité d'une approche globale prenant en compte les multiples interactions entre les différents champs du réel. Dans sa recherche, la pensée systémique se révélera l'instrument idéal pour entrer dans la complexité de la réalité économique, une réalité que l'on ne pouvait identifier à un système clos sur lui-même mais qu'il fallait au contraire considérer comme un système triplement ouvert :

- a) Ouvert d'abord sur l'**environnement naturel** (écosystème) puisqu'il y emprunte son énergie et ses matières premières et qu'il y retourne ses déchets (pollution). Si cette dépendance de l'économie par rapport à la nature a pu être négligée au début de l'ère industrielle, ce n'est bien entendu plus possible aujourd'hui. René Passet qui fut dans les années 1970 un collaborateur actif de François Perroux a montré dans un beau livre<sup>2</sup> combien est importante cette dépendance.
- b) Ouvert sur le **système culturel**, c'est-à-dire l'ensemble de l'univers symbolique créé par l'homme et constituant sa réserve de savoir. Il est peu niable que le fonctionnement de l'économie et surtout les grandes transformations qui s'y déroulent, dépendent pour une large part du système de valeurs des hommes (leur éthique) et de leur système de connaissance (leur savoir). Ainsi, c'est parce que l'homme a développé un savoir de type scientifique générateur de progrès technique, que l'économie industrielle est devenue

<sup>1</sup> François PERROUX, *Economie et société, contrainte, échange, don*, PUF, 1960. Repris ensuite dans *Pouvoir et Economie*, Bordas 1973.

<sup>2</sup> René PASSET : *L'économie et le vivant*, Payot, 1983.

possible et s'est substituée aux économies de type agraire ou artisanal qui la précédaient. Ce rapport entre économie et culture est sans doute un élément moteur des grandes évolutions à long terme.

- c) Ouvert enfin sur le **système politique**, c'est à dire sur les institutions qui hiérarchisent la société humaine et organisent les différents mécanismes de dévolution des pouvoirs. C'est qu'en effet, comme le remarque François Perroux citant Bertrand Russel : "*Le concept fondamental en science sociale est le pouvoir*". Et ce dernier ajoutait : "*De tous les désirs de l'homme, les plus puissants sont les désirs de pouvoir et de gloire ou, sur un moindre registre, de pouvoir et de vanité. Marxistes et économistes orthodoxes se trompent en supposant que l'intérêt personnel de caractère économique peut être le motif fondamental dans les activités sociales. Individus et communautés, lorsqu'un degré modéré de confort leur est assuré, poursuivent le pouvoir plutôt que la richesse, leur motif décisif n'est pas économique*".

Triplement conditionné, le système économique s'avère donc beaucoup plus difficile à décrire et à comprendre que ne le donne à penser le discours académique. Or, c'est le mérite de François Perroux, pourtant arrivé au faite de sa carrière, de ne pas avoir reculé devant la difficulté et d'avoir pris à bras le corps, dans ses derniers ouvrages<sup>3</sup>, cette complexité. Considérant les deux agents économiques élémentaires que sont les entreprises et les ménages, François Perroux observe que leurs décisions s'établissent à partir de considérations débordant très largement le seul marché. Il écrit : "*Le projet de l'entreprise s'établit selon une rationalité qui déborde les prix et les coûts tels qu'ils sont exhibés par le marché. Les externalités ne sont pas l'exception mais bien la règle*". Et concernant les ménages, il note que leurs décisions économiques (dépenses de consommation par exemple) dépendent pour une part importante d'interrelations sociales (effets d'imitation, pressions du groupe, prescriptions publicitaires, etc.). Il écrit : "*La firme et le ménage réduits à des points, soumis à l'action de forces anonymes et selon une mécanique universelle et indifférenciée, où affluent et d'où partent des services, où arrivent et d'où s'écoulent des marchandises, ne procurent pas une vue simplifiée mais faussée radicalement de l'activité économique*". Dans la suite de sa réflexion, François Perroux est alors conduit à reprendre toutes les théories classiques de l'équilibre économique en les corrigeant de l'impact introduit par ces phénomènes d'environnement, d'information et de pouvoir. Il note, concernant la théorie de la formation des prix : "*L'utilité économique isolable est une illusion, le bien et la marchandise sont porteurs de signes et de symboles référés au milieu social. Pour l'homme, animal symbolisant, le prix n'est qu'un symbole entre d'autres du produit. S'il est vrai qu'une somme de monnaie, salaire ou bien monétaire se tient, se qualifie et se dépense dans une stratification sociale, elle est difficilement isolable d'un effet de pouvoir social et d'un désir de bénéficier d'un pouvoir social. Les formules de l'économiste orthodoxe, enfermé dans ses routines concernant l'intérêt personnel et le bien en monnaie, échouent à révéler l'interaction, observable chez l'entrepreneur comme chez le salarié, entre le désir de biens et le désir de pouvoir*".

Ainsi, la science économique ne peut s'auto fonder elle-même mais a besoin, pour être intelligible, de faire appel à des concepts venus d'ailleurs, par exemple de la sociologie, de l'histoire, voire de l'anthropologie ou de la psychologie. Une économie d'intention scientifique doit accepter un dialogue permanent avec les disciplines voisines, et d'abord la sociologie qui a l'avantage de proposer les bons outils lorsque l'on s'intéresse aux phénomènes de pouvoir, d'influence, de conditionnement des comportements, de culture de travail, etc.

<sup>3</sup> François PERROUX : *Pouvoir et économie*, Bordas, 1973

*Unités actives et mathématiques nouvelles*, Dunod, 1975.

S'agissant de l'entreprise, haut lieu de la micro-économie où se forment les instruments de la performance économique, François Perroux a mis en évidence, après Schumpeter, le rôle déterminant de l'entrepreneur et plus largement du dirigeant d'entreprise. Pour lui, la question du management des hommes, de leur mobilisation sur des objectifs communs, du développement de leurs compétences et de l'entretien de leur motivation est au cœur de sa mission de gouvernance. Oublier le social, ne pas lui reconnaître sa juste place, voire manager contre lui, c'est se condamner à peu près sûrement à ce que le social se rappelle un beau jour à notre bon souvenir de la pire des manières. A long terme, la performance économique se construit avec et non pas contre l'efficacité sociale.

## 4 – Vers une économie de la ressource humaine

Pour François Perroux, cette prise en compte du facteur humain ne relevait pas d'abord d'une injonction humaniste ou moralisante. Intégrer le dynamisme créateur de l'acteur dans l'analyse économique, un acteur qui n'a plus grand chose de commun avec l'*homo-economicus*, faisait partie de son projet de construction d'une économie d'intention scientifique, ainsi qu'il aimait à la définir. C'est pourquoi, dans un long article<sup>4</sup> publié en 1974 et qui devait faire autorité, il fut le premier à introduire le concept de **ressource humaine** dans le réflexion économique.

Ce concept de ressource humaine trouvait, pour François Perroux, sa réalisation plénière dans une société de participation. Il définissait celle-ci comme une société où chacun se voyait reconnaître les attributs essentiels d'une personne humaine au triple plan de sa participation :

- à l'ordre des choses comptabilisables, c'est à dire aux biens matériels, à la sécurité, à la formation;
- au système du pouvoir, tant au niveau économique que politique;
- au développement de la culture vivante de son groupe et de son époque.

Ainsi conçue, la société de participation était, suivant François Perroux, une "*utopie au sens rationnel de ce mot, c'est à dire un instrument grâce auquel on voit mieux l'histoire séculaire et contemporaine de l'inhumanité*". Mais cette société de participation était également une espérance "*balbutiée par quelques-uns et espérés par tous*".

C'est pourquoi la construction d'une société de participation se présente comme une longue marche avec des avancées plus ou moins rapides suivant les lieux, les moments et les circonstances. A aucun moment il ne s'agit d'un jeu de forces économiques se déroulant de manière mécanique, comme voudraient nous le faire croire les tenants de l'orthodoxie libérale, mais d'une "histoire" au sens historien du terme, histoire tissée par la liberté des acteurs avec leurs références culturelles, leurs projets de vie meilleure, leurs capacités innovatrices. Bien loin du déterminisme d'un progrès linéaire et continu, l'évolution se déroule dans "*le bruit et la fureur*" sur la base de bifurcations et de choix aléatoires où les personnes, avec leur subjectivité et leur liberté, retrouvent toute leur importance.

Dans cette perspective, les questions du sous-développement n'avaient pas échappé à François Perroux. Il devait même leur consacrer les deux ouvrages publiés avant sa mort<sup>5</sup>. Les relisant aujourd'hui, je suis rétrospectivement frappé par la dimension prophétique de ces deux livres, le second en particulier. En ces temps de mondialisation où fleurissent les discours radicaux, les idées courtes et définitives (des deux bords de l'échiquier politique), nous trouvons là une analyse nuancée, respectueuse de la complexité des choses et à cent

<sup>4</sup> François PERROUX : L'économie de la Ressource Humaine, *Mondes en développement*, n°7, 1974

<sup>5</sup> François PERROUX : *Pour une philosophie du nouveau développement*, Aubier, 1981

*Dialogue des monopoles et des nations*, Presses universitaires de Grenoble, 1982

lieues de toute vision manichéenne. Ceux qui s'expriment aujourd'hui sur ces questions, souvent avec beaucoup de suffisance, feraient bien de s'en inspirer.

Mais c'est sans doute au niveau des entreprises, tout du moins pour ce qui concerne les pays développés d'Occident, que se pose avec le plus d'acuité ce problème de la construction d'une société de participation repérée par la manière dont est considérée et gérée la ressource humaine. Cette gestion peut s'analyser en termes quantitatifs (agencements des temps, de l'espace, des revenus, des conditions de travail) mais aussi en "comportements". Ceux-ci transparaissent dans la façon dont sont pris en compte les groupes et les personnes, les modes d'exercice du pouvoir, les retombées sociales de l'activité de l'entreprise ou de sa stratégie. Il s'agit là d'éléments qualitatifs qui ne sont pas directement mesurables mais qu'il faut pourtant s'efforcer de repérer (au moyen par exemple d'audits sociaux ou d'enquêtes d'opinion).

Ces indicateurs de gestion participative, au-delà de leur utilité, renvoient à un autre débat : celui de la nature du travail humain. Les revendications relatives au travail et en particulier à sa durée sont substantiellement différentes selon que le travail est ressenti comme un esclavage ou un moyen d'accomplissement. "*Le plein développement de la ressource humaine*", pour parler comme François Perroux, va incontestablement dans le sens du travail-accomplissement. Mais pour qu'il en soit ainsi, il convient de repenser fondamentalement les rapports de travail :

- en donnant à des emplois toujours plus nombreux l'accès aux "critères nobles" de la qualification professionnelle;
- en mettant en place des structures décentralisées, chaque unité fonctionnelle se voyant dotée d'une autonomie de décision en rapport avec la responsabilité qu'elle assume;
- en favorisant un style plus détendu et convivial de la vie professionnelle, par opposition au type traditionnel de relation à base de hiérarchie, de compétition, de performance individuelle.

De toute évidence, une telle évolution bien qu'amorcée avec bonheur dans certains établissements, ne pourra se généraliser et s'imposer que par une véritable réforme de l'entreprise, remodelant ses mécanismes du pouvoir, ses formes d'encadrement, son organisation du travail. Il s'agit là d'un vieux thème qui eut en France son heure de gloire voici trente ans, puis tomba dans l'oubli. Or ce thème est en train de revenir, avec un nouvel habillage il est vrai, sous les feux de l'actualité non seulement française mais européenne. J'en veux pour preuve le numéro spécial de la revue *Panoramiques*<sup>6</sup> réalisé par le Cercle Condorcet et puis plus récemment le travail de réflexion mené par quelques associations, dont le CJD (Centre des Jeunes Dirigeants) autour du projet de SAGP (Société anonyme à gestion partagée). Dans ce projet, qui a vocation à s'inscrire dans le nouveau cadre de la société anonyme européenne, se trouve reprises quelques propositions jusqu'alors rejetées en France par les "élites" au pouvoir mais déjà appliquées par d'autres pays européens (notamment par l'Allemagne). En particulier:

- généralisation de la structure dualiste (conseil de surveillance et directoire) en place de la structure moniste (conseil d'administration avec Président-directeur général), cet héritage archaïque en France de la monarchie de droit divin;
- présence obligatoire de représentants des salariés, avec seuil minimal de un tiers des membres et voix délibérative, dans les conseils de surveillance;
- fusion de toutes les instances de représentation du personnel dans un conseil d'entreprise unique à pouvoir élargi (à l'image du modèle allemand);
- généralisation de l'actionnariat salarial et plus largement de toutes les formes d'épargne salariale.

<sup>6</sup> *Panoramiques : La démocratie dans l'entreprise : une utopie?* Editions Corlet – Marianne, mai 2000.

Contre les dérives du modèle anglo-saxon, avec sa férocité économique, son court-termisme financier, son absence de régulateurs et de garde-fous sociaux, il appartient sans doute à l'Europe de trouver aujourd'hui un autre modèle plus en ligne avec son génie et dont l'ébauche existe déjà sous les noms d'économie sociale de marché, de cogestion ou codétermination, d'entreprise participative, des divers systèmes de prévoyance collective et de sécurité sociale. L'unification économique du continent puis son harmonisation sociale devraient permettre cette avancée vers une société de participation dont François Perroux faisait l'objectif ultime d'une économie visant au développement *"de l'homme, de tout l'homme, de tous les hommes"*.

